

## Didier Spire: témoignage

Denis Poupardin, Didier Spire

► **To cite this version:**

Denis Poupardin, Didier Spire. Didier Spire: témoignage. Archorales: les métiers de la recherche, témoignages, 1, Editions INRA, 205 p., 1997, Archorales. hal-02838418

**HAL Id: hal-02838418**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02838418>**

Submitted on 7 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## **S**pire Didier, Versailles, le 17 Octobre 1995

**D.S.** — Né à Dijon en 1932, je suis issu d'un milieu de médecins et de fonctionnaires : mon père, ingénieur en chef des tabacs, est resté longtemps en poste à Nancy où j'ai effectué une grande partie de mes études secondaires. Il est devenu, par la suite, responsable de tout ce qui concernait la vente des tabacs, cigarettes et allumettes, en France. C'était un éminent polytechnicien qui aurait bien voulu que son fils le devienne également, ce qu'il n'a pas fait parce qu'il préférerait faire de la biologie. Peut-être aussi parce qu'il n'était pas capable de faire des mathématiques, à un niveau aussi élevé. J'ai préparé l'Agro, à Paris, au lycée Henri IV, parce que les statistiques montraient que les chances de réussir le concours d'entrée étaient plus élevées qu'ailleurs. Reçu dans cette école, je me suis spécialisé, en 3ème année, en pathologie végétale. Pourquoi cette orientation ? J'en suis encore parfois à me le demander. La tournure d'esprit très analytique de Georges Viennot-Bourgin, professeur à l'ancienne mode, mais ouvert et fort intelligent, m'avait à l'époque fort séduit. Regarder au microscope, disséquer des végétaux me plaisaient également, même si ces opérations qui réclamaient une très grande minutie s'apparentaient un peu à celles d'un collectionneur de timbres. Il faut croire que j'ai changé, dans la mesure où celles-ci n'exercent plus du tout aujourd'hui sur moi la même fascination. Dès la troisième année à l'Agro, M. Viennot-Bourgin m'a incité à préparer des exposés en virologie, science encore balbutiante à l'époque. Pourquoi m'avait-il orienté dans cette direction ? Probablement, parce que mon père travaillait "aux tabacs" et que des études sur le virus de la mosaïque du tabac était quelque chose qui pouvait m'intéresser. Après cette première initiation aux problèmes de la virologie, je suis parti faire mon service militaire en Algérie. Cela m'a permis de sortir un peu du milieu protégé d'où j'étais issu et de prendre la mesure politique de certains problèmes du Tiers-Monde. A mon retour en métropole, en 1958, j'ai cherché du travail : comme j'avais besoin de gagner de l'argent, venant de me marier, j'ai décidé d'entrer à l'INRA, comme ACS (j'étais payé autour de 700 Fr. par mois), au lieu d'aller faire une thèse de physiologie végétale, à Saclay, comme j'en avais eu, à un moment, l'idée. C'est ainsi qu'après une rencontre avec Jean Bustarret, dans les bâtiments provisoires de l'INRA qui se trouvaient dans les jardins du Trocadéro, je suis entré à Versailles pour entreprendre des recherches en virologie.

**D.P.** — **Dans quelle station as-tu fait tes débuts ? Comment y as-tu été accueilli ? Comment s'est faite alors ta formation ?**

**D.S.** — Je suis entré, le 1er janvier 1958, à la Station centrale de Pathologie Végétale, au CNRA (Centre National de la Recherche Agronomique). Hermon Darpoux, le directeur de la station, était en même temps chef de département. C'était un mycologue qui travaillait sur la tavelure des arbres fruitiers. Pendant longtemps, il ne s'est pas intéressé à mon existence ! 4 ou 5 ans après mon arrivée, en me croisant dans les couloirs, il se demandait encore qui je pouvais bien être ! Ce n'était heureusement pas le cas de Pierre Cornuet qui était le directeur du Laboratoire de Virologie. Celui-ci avait été formé par le professeur Pierre Limasset, le père de la recherche virologique en France, qui venait d'être nommé professeur à Montpellier. Pierre Cornuet, qui était chargé de recherches à l'époque, avait recruté dans son laboratoire trois jeunes ACS, Jean Marrou (1), Jean-Claude Devergne (2) et moi. Nous nous entendions très bien, même si nous étions concurrents au niveau des concours. Les rapports entre nous étaient autrement plus cordiaux qu'aujourd'hui où chacun est tenté de se replier sur soi, dans l'espoir illusoire d'être ainsi supérieur aux autres ! L'entraide et la bonne entente étaient la règle, alors qu'aujourd'hui chacun essaie de jouer des coudes pour passer avant les autres. Nous apprenions ensemble les noms de plantes ou de champignons qu'il fallait reconnaître pour l'épreuve au concours. Nous mettions des petites croix sur les échantillons, dont on se doutait bien qu'ils nous seraient donnés à déterminer. Nous faisons des gamineries et nous nous amusons bien ensemble. Nous partageons nos idées en ayant chacun une plante ou une production bien déterminée à travailler.

---

**D.P. — Quelle différence d'âge y avait-il entre P. Cornuet, et tes camarades et toi ?**

**D.S. —** 8 ans environ ! Pour moi, P. Cornuet était le maître et l'est toujours resté. C'était vraiment un scientifique de très grande valeur à qui je dois beaucoup de choses. C'est lui, en effet, qui m'a formé et m'a poussé à aller à la Faculté pour suivre divers cours de biologie. J'y suis allé pendant quelques mois mais, comme je revenais de l'armée, je n'ai pas pu supporter de me retrouver, sur les bancs de la Sorbonne, au milieu d'étudiants plus jeunes et sans expérience de la vie. C'est la raison pour laquelle je n'ai jamais fait de licence, ni préparé par la suite de thèse. Je n'en suis pas mort pour cela, ayant toujours considéré que les thèses étaient trop statiques, peu appliquées et souvent assez inutiles. Mais le système de formation a changé et les jeunes sont obligés aujourd'hui d'avoir une thèse pour envisager de faire carrière dans la recherche.

Ce que j'ai bien aimé dans le laboratoire de P. Cornuet, c'était l'ambiance de travail qui y régnait. Les gens avaient plaisir à s'entraider et à découvrir ensemble de nouvelles techniques. Il y avait toutefois, dans la Station de Pathologie Végétale, deux équipes de virologues bien distinctes. La première, située au rez-de-chaussée et dont je faisais partie, étudiait, en gros, les systèmes à multiplication végétative afin de trouver des méthodes permettant de sélectionner les têtes de famille sans virus et d'établir des diagnostics, voie dans laquelle je me suis par la suite orienté. Mais il y en avait une seconde au sous-sol, dirigée par Claude Martin, qui était plus tournée vers des aspects physiopathologiques (3). Les conceptions scientifiques, sociales et politiques de Martin et de Cornuet étaient toutefois fort divergentes et leurs mauvais rapports avaient des répercussions sur les membres de leurs équipes qui travaillaient rarement ensemble (J. Marrou jouant souvent le rôle d'intermédiaire).

**D.P. — Ces deux équipes faisaient-elles partie du même département ?**

**D.S. —** A l'époque, elles faisaient partie, toutes deux, du département de Pathologie Végétale, mais C. Martin a demandé, par la suite, à être rattaché au département de Physiologie Végétale. Au concours, les membres des deux équipes se retrouvaient ensemble. Or, il s'est trouvé qu'au concours d'assistant, tous les élèves de Cornuet sont passés avant ceux de C. Martin ! Ce qui a fait dire à certains techniciens, qui étaient au courant de la rivalité entre P. Cornuet et C. Martin, que les "bourgeois" étaient préférés aux "non-bourgeois", parce qu'ils s'exprimaient mieux. Je reconnais bien volontiers aujourd'hui que le langage joue toujours un rôle discriminatoire dans les oraux.

**D.P. — Y avait-il d'autres équipes de recherche avec lesquelles vous étiez plus particulièrement en rapport ?**

**D.S. —** Il y avait une troisième équipe avec laquelle nous étions en rapport : c'était l'équipe de Physiologie Végétale de Georges Morel. C. Martin et P. Cornuet avaient travaillé avec lui, le premier mettant au point les techniques de culture *in vitro*, le second montrant que les méristèmes étaient les seules parties de la plante qui restaient indemnes de virus. P. Cornuet avait entrepris, sur cette base, un travail de sélection de la pomme de terre et du fraisier, en liaison avec la Fédération des producteurs de pomme de terre et le CTIFL (Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes). Les relations entre le laboratoire et ces organismes professionnels étaient étroites et permanentes.

L'organisation des recherches se faisait alors par grands secteurs de production. Tous les chercheurs, destinés à travailler en production végétale, débutaient leur carrière à Versailles où ils recevaient, pendant quelques années, une formation, avant d'être envoyés en province. Cela a été le cas de Pierre Boistard qui est maintenant à la tête d'une unité de Biologie Moléculaire à Toulouse, de Jean Dunez qui est resté dans mon labo pendant 4 mois, de Jean Marrou ou de Charles Putz qui sont partis respectivement à Avignon et à Colmar et, plus tard, de Bernard Jouan et de Jean-Marc Lemaire, à Rennes. Versailles était conçu pour être le centre de formation initial de tous les chercheurs. Dès que l'un d'eux devenait assistant ou chargé de recherches, il était utilisé pour former les nouveaux arrivants. Il faut dire que la période dans laquelle je suis arrivé était une période de fort recrutement : quatre ans après moi, sont arrivés des gens comme Frantz Rapilly, Suzanne Astier, Yves Maury, Alain Coléno qui se sont formés à la virologie, à la mycologie et à la bactériologie et qui, dans les prochaines années, partiront tous ensemble à la retraite.

---

**D.P. — Quel est le sujet d'étude sur lequel tu as fait tes premières armes et testé les connaissances que tu avais apprises ?**

**D.S. —** Au début, j'ai été chargé de travailler sur un virus, celui de la mosaïque du concombre qui attaquait des plantes maraîchères, cucurbitacées et autres. La question était toutefois trop complexe, pour pouvoir, à l'époque, déboucher sur des résultats très scientifiques. On ne pouvait que regarder et analyser la résistance variétale, c'était tout ! Les techniques existantes permettaient mal, en effet, de purifier les virus.

J'ai travaillé également sur un autre virus qui provoquait des taches sur le cresson et le rendait invendable. Cela posait des problèmes à certains agriculteurs qui s'étaient spécialisés dans cette culture en Région Parisienne.

Assez rapidement toutefois, Cornuet m'a orienté sur l'étude des virus de la pomme-de-terre. Des travaux avaient déjà été entrepris, mais il restait encore beaucoup à faire : il y avait, en effet, des virus encore à purifier, des sérums à faire pour les identifier, des études épidémiologiques à entreprendre.

**D.P. — La pomme-de-terre dont l'intérêt économique était incontestable, constituait-elle aussi un matériel de choix pour le développement de ta propre discipline ?**

**D.S. —** Il s'agissait vraiment d'une plante modèle, facile à manipuler. Les virus-type dont il était fait état dans la classification, étaient, par ailleurs, souvent ceux de la pomme-de-terre, par exemple, le virus de l'enroulement, le virus X de la pomme-de-terre très facile à purifier, le virus Y qui a donné son nom au potyvirus. La pomme-de-terre était enfin une plante à multiplication végétative. Or, contre les virus, il n'existe pas de traitement. La seule façon d'enrayer leur prolifération était (et est toujours) de choisir des plantes saines et de les multiplier à l'abri de la contamination par les insectes. Plus que le tabac, la pomme-de-terre avait un intérêt agronomique évident et faisait l'objet déjà d'une sélection sanitaire obligatoire. Les assistants et chargés de recherche étaient dans ce cadre envoyés sur le terrain pour effectuer des contrôles et améliorer leur formation (ils devenaient ainsi membres du Contrôle Officiel des Cultures). J'ai été conduit personnellement à me rendre souvent en Bretagne pour vérifier que les champs de production de semences de pomme-de-terre étaient bien conformes aux dispositions de la réglementation. Ces voyages donnaient lieu, sans doute, à des gueuletons mémorables mais ils m'ont permis aussi d'apprendre sur le tas beaucoup de choses sur l'économie de la région et ses diverses productions.

**D.P. — Disposait-on, à l'époque, de moyens de détection efficaces permettant de repérer les plants de pommes-de-terre qui avaient été contaminés par des virus ?**

**D.S. —** Limasset s'était intéressé déjà, avec quelques autres, au problème de diagnostic sérologique des virus de la pomme-de-terre, pour détecter et éliminer les plantes malades. C'était un sujet en or, à l'époque. Mais il y avait des virus récalcitrants. Il arrivait, en effet, qu'on ne puisse pas réaliser de diagnostics sérologiques ou voir le virus au microscope électronique, parce qu'il n'était pas là où on le cherchait. C'est ce qui s'est passé quand j'ai travaillé sur celui de l'enroulement de la pomme-de-terre. Les explications que j'avais proposées, au vu des résultats que j'avais obtenus, se sont révélées toutefois, par la suite, complètement erronées, ce qui ne m'a pas empêché d'être reçu premier au concours de chargé de recherches ! On commençait à se dire que c'était l'acide nucléique qui était responsable du pouvoir infectieux des virus. J'avais essayé de fabriquer, en conséquence, un petit appareil pour faire passer des acides nucléiques libres, m'en tenant à l'idée que ce virus était un acide nucléique libre dépourvu de protéines, donc de réaction sérologique. Comme on ne pouvait pas faire de sérologie et l'introduire directement dans les feuilles de la plante, j'avais expérimenté des inoculations, par des techniques électrophorétiques, sur toute une série de pommes-de-terre, obtenant des résultats positifs. Je me suis aperçu toutefois, plus tard, que les pommes-de-terre sur lesquelles j'avais travaillé avaient probablement été déjà infectées ou l'étaient devenues. C'est ainsi que l'apport brillant que j'avais fait sur cette question (et qui avait été publié à l'Académie des Sciences) s'est révélé, par la suite, totalement inexact. Depuis, on a trouvé, en effet, un virus dans le phloème et on a appris à fabriquer des sérums !

---

**D.P. — Comment le travail qui t'avait été confié était-il organisé ? Disposais-tu alors d'une grande autonomie ?**

**D.S. —** Oui ! A la fin des années cinquante, le travail de terrain nous prenait beaucoup de temps. Il y avait des problèmes appliqués à résoudre pour aider les agriculteurs à accroître leur production. Les marchés n'étaient pas engorgés par des excédents. Il fallait essayer de développer la production de toutes les denrées agricoles, notamment des pommes-de-terre. Cet objectif quantitatif était rassurant et donnait à tous les agents de l'INRA le sentiment de travailler utilement pour la collectivité nationale à l'accroissement de ses richesses.

Mais à côté du travail important qui était effectué sur le terrain, il y avait des travaux plus théoriques qui étaient entrepris dans les laboratoires. Ceux-ci restaient toutefois très tributaires de la précision et de la fiabilité des instruments. Les choses étaient bien différentes d'aujourd'hui où les chercheurs achètent des instruments tout faits, intégrant les derniers perfectionnements de la technique. Comme on ne pouvait se les procurer sur le marché, il fallait bien se les fabriquer soi-même. C'est ainsi que nous avons été conduits, pendant des mois, à monter des serres avec des toiles anti-insectes pour y mettre nos productions, à fabriquer les premiers appareils d'immuno-électrophorèse que j'avais mis au point avec P. Cornuet et qui n'existaient pas encore sur le marché. Nous étant inspirés d'une idée trouvée dans une publication de l'Institut Pasteur, nous avons essayé, en effet, d'en bricoler nous-mêmes, qui correspondent à nos besoins. Nous commençons quand même à disposer d'appareils tout faits et je peux dire que la Virologie de la station de Versailles a commencé vraiment à se développer à partir du moment où elle a pu se procurer, en 1957, un microscope électronique dont le maniement a été confié à J. C. Devergne. Il y en avait jusque là très peu en France. J. Bustarret, qui avait réussi à cette époque à nous en procurer un, a même pu en payer un autre à la station d'Alger, juste avant l'Indépendance ! Cet appareil a beaucoup servi. Tous les chercheurs du Centre pouvaient, théoriquement, y avoir accès mais, de fait, ce sont surtout les virologues qui l'ont utilisé. Son utilisation a favorisé le développement des recherches au niveau cellulaire, ce qui a conduit P. Cornuet et S. Astier à se lancer, par la suite, dans des travaux beaucoup plus fondamentaux.

Le microscope électronique m'a aidé beaucoup, pour ma part, dans mon travail tant sur le terrain qu'au laboratoire : trouver un virus, l'observer au microscope électronique, mettre au point des méthodes nouvelles de purification de virus, puis procéder à des expérimentations sur le terrain. Était-ce une tradition familiale ? J'ai toujours aimé avoir, en effet, "*le cul entre deux chaises*", considérant que cette position instable stimulait grandement le cerveau !

Pendant 5 à 6 ans, utilisant les possibilités qu'offrait cet appareil, j'ai pu purifier ainsi le virus A de la pomme-de-terre qui était un virus important et fabriquer un sérum. Les résultats de cette recherche ont été mal diffusés parce qu'à l'époque, il n'y avait pas de publication correcte. Il y avait, certes, les *Annales d'épiphyties*, mais cette revue, axée surtout sur les travaux des mycologues, laissait peu de place à ceux des virologues. Nous avons essayé de pallier cet inconvénient en créant une petite revue qui se voulait internationale et qui était dactylographiée avec des photos que nous collions nous-mêmes. Une fois par an, nous sortions un numéro, dans lequel nous faisons état des résultats que nous avons obtenus. Mais évidemment, cette publication n'avait aucun rayonnement international. Si bien qu'un jour, j'ai retrouvé, dans une revue bien imprimée, sous la plume d'un Hollandais, les mêmes résultats que ceux que j'avais exposés dans ces cahiers, lors d'un congrès sur le virus A.

Les *Annales des Epiphyties* se sont transformées, par la suite, donnant naissance aux *Annales de phytopathologie*. Cette nouvelle revue a laissé progressivement plus de place à la virologie. Avec mon collègue Hervé Lapierre, dans les années soixante dix, j'ai rédigé un petit ouvrage sur la classification des virus, qui a eu l'honneur d'être "démoli" par André Lwoff, au prix Nobel duquel il devait porter ombrage !

**D.P. — Tes recherches t'ont conduit ainsi à te pencher sur certaines maladies infectieuses des plantes, à définir et à purifier les virus qui en étaient responsables. Après ce travail de base qui était indispensable, quelles sont les questions nouvelles que tu t'es posées à leur sujet ?**

**D.S. —** Je n'ai jamais eu un goût prononcé pour la théorie. Le concept de recherches tel qu'il existe aujourd'hui n'était pas tellement entré dans ma tête. Je me souviens d'une belle formule de Etienne-Marcel Bastisse, un chercheur des sciences du sol, qui affirmait : "*il n'y a que des faux chercheurs et de vrais cons*

---

!" Je crois que je me place surtout dans la catégorie des faux chercheurs ! Ce qui m'intéresse, en effet, c'est d'abord le résultat appliqué auquel peut aboutir mon travail, l'utilité qui peut en découler pour ceux auxquels il est destiné. Issu d'un père fonctionnaire, j'ai toujours voulu, en effet, que les résultats des recherches auxquelles je participais soient utiles à l'État comme à la société. Les aspects théoriques qui ont des répercussions à plus long terme m'intéressent à un degré moindre, même si j'en reconnais la nécessité absolue. Quand P. Cornuet, vers les années 1966-67, s'est lancé dans des recherches beaucoup plus théoriques (4), je me suis retiré de la guerre des clans qui faisait rage autour de lui et ne me suis pas trouvé assez motivé pour m'investir à fond dans la biologie moléculaire en vue d'aborder ce genre de questions. Ce qui m'intéressait, c'était davantage les aspects appliqués. C'est à cette époque qu'a commencé la deuxième partie de mon histoire scientifique. Je m'étais intéressé jusque-là aux maladies de la pomme-de-terre et du cresson, j'avais isolé le virus du cresson et trouvé une méthode pour empêcher l'apparition de taches sur les feuilles. J'avais montré, en effet, qu'en élevant la température, les symptômes de maladie avaient tendance à disparaître. Aussi suffisait-il de mettre des plastiques sur les fosses de cresson et d'élever ainsi la température à l'intérieur pour porter sur les marchés des cressons aux feuilles dépourvues de taches, même si elles se fânaient très rapidement, lors de la vente.

J'ai continué mes investigations sur les maladies de la pomme-de-terre tant que leur étude est restée à Versailles, mais quand celle-ci a été transférée à Rennes, j'ai quitté ce domaine d'étude et me suis reconverti progressivement sur des aspects plus méthodologiques. Pourquoi ne suis-je pas parti alors en province, comme tant d'autres de mes collègues ? Parce que j'avais divorcé et que je ne voulais pas être loin de mes enfants qui restaient avec leur mère. Peut-être aussi parce que Ponchet qui était directeur de station ne souhaitait pas beaucoup me voir arriver à Antibes où j'avais envisagé à un moment d'aller, par crainte tout à fait imaginaire que je n'y mette la pagaille du fait de mes activités syndicales.

**D.P. — Comment as-tu alors réorienté tes travaux ?**

**D.S. —** Me rendant compte que je n'étais pas fait pour faire toute ma vie de la recherche dans un laboratoire "de pointe", j'ai souhaité, dans les années 1966-67, partir en Algérie où j'avais vécu près de deux ans, comme tous les appelés de ma génération, pour mettre à la disposition de ce pays mon enthousiasme et les connaissances nouvelles que j'avais précédemment acquises.

**D.P. — Ta décision de partir était-elle motivée, à cette époque, par des idées tiers-mondistes, par le désir d'effacer le souvenir des exactions qui avaient eu lieu dans ce pays ?**

**D.S. —** Non, il s'agissait d'une décision spontanée, motivée par l'envie de "foutre le camp" d'un endroit qui me semblait un peu trop étriqué. C'était, à mon niveau, la préfiguration du sentiment de "ras le bol" qui s'est exprimé plus largement, en 1968. Dans les années 1966-67, j'ai donc été voir Raymond Février, bien que ce fût André Cauderon qui fût alors mon inspecteur général, et je lui ai fait part de mon désir d'aller en Algérie. Il m'a rétorqué : "*Mon pauvre ami, vous êtes complètement fou ! Si vous allez en Algérie en ce moment, vous ne pourrez pas acheter un timbre-poste, sans demander la permission à 45 personnes, vous ne pourrez jamais rien faire, allez donc voir en Guadeloupe, où l'INRA est en train d'y monter un laboratoire !*". J'ai suivi son conseil mais, quand je suis arrivé en Guadeloupe, pour voir si le travail me convenait, les ouvriers sortaient d'une grève à Pointe-à-Pitre où une trentaine d'entre-eux avait été tués (5). Les communautés noires et blanches, à l'intérieur de l'INRA, se regardaient en chiens de faïence et l'atmosphère raciste que j'ai découverte sur place m'a profondément déçu. Il faut dire que je suis d'origine juive et que toutes les formes de racisme me sont insupportables ! Je n'aime pas plus les racistes en Israël que je ne les aime en Palestine ! J'ai été choqué notamment par la réaction d'une guadeloupéenne que j'avais prise en photo et qui s'était insurgée, croyant que je l'avais prise parce qu'elle était noire. J'ai dit à R. Février qu'il n'était pas possible, pour moi, de travailler en Guadeloupe dans ces conditions. Les virus qui infestaient les végétaux étaient pourtant nombreux et nouveaux et constituaient un beau sujet d'étude, mais j'ai estimé que je pourrais aider à résoudre les problèmes qu'ils posaient sur place en ramenant du matériel végétal, à l'occasion de missions, pour l'examiner en métropole. Je suis retourné, à plusieurs reprises, en Guadeloupe et plus particulièrement en 1968.

---

Lors de mon retour, tout était en plein chambardement. Ce retour n'a pas été facile puisque, l'aéroport ayant été fermé, j'ai été obligé de passer par les États-Unis, d'emprunter un avion militaire qui se rendait au Vietnam, de débarquer à Brétigny pour gagner finalement Paris. J'ai éprouvé alors le désir de participer au mouvement qui secouait le pays.

**D.P. — Étais-tu syndiqué à cette époque ?**

**D.S. —** J'étais déjà entré à la CGT depuis un certain temps. Lors des événements d'Algérie, J. Dommergue qui travaillait à la Station d'Amélioration des Plantes, connaissant ma sympathie pour les Algériens et mon engagement contre l'OAS, m'avait contacté. Ayant pris conscience des limites de l'action individuelle, soucieux de ne pas apparaître comme "un provocateur", j'avais ressenti le besoin d'entrer à la CGT. Dans ce syndicat, j'ai pris rapidement des responsabilités locales, puis nationales, contribuant par mes relations avec les syndicats du CNRS (6) à mieux faire connaître l'INRA à l'extérieur, sans que la Direction Générale ne m'en ait su gré.

Quand je suis rentré en 68, je suis allé rapidement à la Sorbonne, retrouvant des collègues CGT, comme l'ami Jean Dénarié, très hostiles à la confédération ! Ce qui m'intéressait paradoxalement dans le mouvement qui s'était déclenché à cette époque, ce n'était pas le désordre auquel il donnait lieu, mais les possibilités, au contraire, qu'il offrait d'un retour à l'ordre. J'étais issu d'un milieu épris d'ordre quand celui-ci s'accompagnait de justice sociale. Il y avait dans l'air des possibilités de réforme dont il fallait, à mon sens, essayer de tirer parti. J'ai eu la chance d'être désigné par mes collègues de la CGT pour siéger dans un groupe d'une vingtaine de personnes et de participer aux discussions qui se sont déroulées pendant 17 journées consécutives, sous la houlette du directeur général. J. Bustarret avait eu l'intelligence, en effet, de sauter sur l'occasion et d'organiser une vaste consultation pour réformer l'Institut qui en avait alors grandement besoin.

**D.P. — Quels étaient les aspects qui méritaient le plus pour toi d'être réformés ?**

**D.S. —** L'INRA dont les effectifs étaient beaucoup moins importants qu'aujourd'hui reposait, à cette époque, sur des rapports à la fois très centralisés et très hiérarchisés. Les qualités scientifiques de son directeur, l'attention personnelle qu'il portait à tous les dossiers, (il corrigeait lui même les épreuves des articles qui lui étaient envoyés) allaient curieusement de pair avec un certain paternalisme. Elles favorisaient notamment le maintien (voire le renforcement) de certaines structures féodales ou mandariennes. Les départements, fermés souvent sur eux-mêmes et prisonniers de la logique que chacun s'était définie, avaient du mal, en particulier, à communiquer entre eux.

En 1968, Philippe Chartier et ceux qui l'ont suivi se sont proposés d'abattre les cloisons qui les séparaient pour aboutir à plus de transparence et de concertation. Les réformes qu'ils avaient envisagées n'ont guère été suivies d'effet. Mais c'est de cette époque que datent les Conseils de département et les Conseils de Centre.

La liberté des chercheurs s'est, depuis, considérablement réduite. Beaucoup de structures de concertation qui avaient été mises en place ont eu tendance, à la longue, à devenir de simples chambres d'enregistrement. Les restrictions budgétaires ont restreint, par ailleurs, leurs moyens de travail. Les chercheurs n'ont plus été invités enfin à définir les axes de la politique agricole, mais uniquement à les entériner. Dans l'éditorial d'un numéro de la revue "Agricultures", je m'étonne des non-réactions de la recherche à cette évolution. Je trouve notamment que l'accroissement actuel des surfaces qui sont mises en jachères est non seulement une absurdité économique mais aussi une chose immorale ! Au sortir de la guerre, quand on a demandé à l'INRA de faire du lait parce qu'il en manquait, ses dirigeants ont eu la sagesse de répondre qu'il ne s'agissait que d'une pénurie conjoncturelle et qu'il fallait mettre surtout l'accent sur le développement de la production de viande. L'histoire a montré qu'ils avaient eu raison de s'opposer ainsi aux vues du gouvernement. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui dicte ce qu'il faut faire et les chercheurs n'ont plus leur mot à dire ! Les responsables de l'Institut se gardent de prendre position. Les chercheurs, dont les capacités d'imagination ne sont plus sollicitées, tendent du même coup à devenir conventionnels, n'ayant plus de réflexion propre et se portant sur les seuls créneaux reconnus et valorisés au niveau des concours.

---

La communauté scientifique n'est plus invitée, en effet, à participer à des débats portant sur des enjeux aussi importants que le gel des terres. Il lui est demandé seulement de borner sa réflexion au problème des jachères dans le cadre du seul modèle d'aménagement de l'espace qui lui est proposé. Je regrette, pour ma part, que le monde de la recherche ait mis au placard "*ses capacités d'indignation*". Je fais partie, en effet, de cette génération qui a été obligée de se déterminer au moment de la guerre d'Algérie et qui s'est interrogée au moment des événements de Mai 68.

**D.P. — Revenons, si tu le veux bien, à l'itinéraire que tu as suivi. Que deviens-tu après les événements de 1968 ? Comment orientes-tu tes travaux ?**

**D.S. —** En 1969, mon désir d'ordre et de rationalité m'a fait adhérer au PCF. Les "gauchistes" étaient peut-être très sympathiques, mais leurs idées anarchistes avaient le don de m'énerver prodigieusement. Les données théoriques que j'ai apprises à cette époque m'ont permis d'envisager des actions en faveur du Tiers-Monde. Je n'étais pas du tout tiers-mondiste, au sens où on l'entendait à l'époque, mais je m'étais plongé dans les oeuvres de Amilcar Cabral et d'Africains divers et j'avais été impressionné, à leur lecture, par la réalité de l'oppression dont le Tiers-Monde était victime. Comme R. Février m'avait signalé que des universitaires et des chercheurs du CNRS envisageaient de monter une action de coopération avec Cuba, j'ai entrepris d'effectuer les démarches nécessaires en vue d'y être associé. Il y avait eu, l'année précédente, en 1969, une réunion culturelle qui s'était tenue à La Havane, au cours de laquelle Laurent Schwartz et le groupe de personnes qui l'avaient accompagné avaient décidé de s'opposer notamment au blocus intellectuel, décrété par les États-Unis. Cette idée avait été acceptée par le Quai d'Orsay qui avait pris contact avec la Faculté d'Orsay pour l'inciter à monter, à Cuba, un enseignement des mathématiques. Mais L. Schwartz essayait d'étendre à d'autres domaines scientifiques le champ de la coopération en s'appuyant sur des chercheurs et des ingénieurs du CNRS et de l'INRA. Grâce à la compréhension de J. Bustarret et au dynamisme de Joseph Casas qui était au Ministère des Affaires étrangères (ce qui facilitait bien les choses), j'ai pu constituer, à l'INRA, un groupe d'une trentaine de personnes, syndiquées ou non, prêtes à donner des cours d'été, à La Havane, pendant 5 semaines, sur leur temps de vacances. S'y sont retrouvés, pour donner des cours, des gens très variés venant de l'INRA (comme A. Coléno, Yves Demarly, Lucas Gruner, Jacques Testard) mais aussi d'autres organismes (comme M. Schwartz, l'actuel directeur de l'Institut Pasteur ou Yves Lacoste, le géographe bien connu). Pendant 5 semaines, l'atmosphère a été un peu celle du Club Méditerranée, les chercheurs arrivant là avec femme et enfants. Les voyages étaient effectués sur des avions cubains. L'Ambassade de Cuba gardait les sommes d'argent finançant le voyage des accompagnants pour faire de la recherche, sur place, ou pour créer des structures de recherche. Pendant deux années de suite, des cours ont été donnés pendant 5 semaines. Tous les participants ont fait connaissance avec des gens et des modes de pensée nouveaux. Ces voyages passionnants m'ont donné personnellement l'occasion d'apprendre l'espagnol que je parle aujourd'hui couramment, alors que je n'en connaissais pas un mot. Ils m'ont fait découvrir la splendeur des paysages tropicaux, m'ont permis de faire la connaissance de gens sympathiques et désireux de travailler, avec lesquels je suis resté en relation, de prendre conscience davantage des problèmes du Tiers-Monde à travers l'exemple de Cuba.

**D.P. — Ton action à Cuba se limitait-elle à faire des cours de biologie à des étudiants ou avais-tu aussi en vue le développement de certains programmes de recherche ?**

**D.S. —** Pendant deux ans, mes collègues et moi nous sommes contentés de faire des cours à Cuba, mais, l'année suivante, j'ai élaboré un projet de recherches sur la pomme-de-terre, incitant les chercheurs des autres disciplines à suivre cet exemple. En 1971, l'INRA s'est engagé avec ce pays dans des actions de coopération plus larges et plus suivies. Les démarches ont été facilitées par le fait que le Service des Relations Internationales se trouvait alors à Versailles. A travers le projet que j'essayais de mener à bien, j'ai fait la découverte de chercheurs d'autres disciplines (amélioration des plantes, zoologie, mycologie) qui étudiaient d'autres aspects et avec lesquels je n'avais jamais eu l'occasion jusque là de collaborer. Le travail que nous avons effectué ensemble sur le terrain a été couronné de succès dans la mesure où, en 10 ans, les Cubains ont réussi à multiplier par deux le rendement national moyen



---

de la pomme-de-terre. Ils ont toujours un des meilleurs rendements en ce domaine, sous les tropiques. Les variétés les mieux adaptées à cette région étaient des variétés françaises, mais le manque de concertation entre la recherche et les structures commerciales françaises a été tel que ce sont les Hollandais qui ont accaparé le marché des semences.

C'est à partir de cette expérience que j'ai commencé vraiment à réfléchir sur les problèmes du Tiers-Monde et à me spécialiser un peu. Ce qui m'intéressait, c'était de passer du microscope électronique appliqué à l'étude de la pomme-de-terre à des considérations plus générales, c'était le changement d'échelle qui permettait de passer de l'infiniment petit à des problèmes géopolitiques plus larges, concernant le monde entier. J'ai été suivi dans ce cheminement par des chercheurs de la Faculté d'Orsay et par le professeur Nozeran qui a introduit dans l'île la culture *in vitro* de pommes-de-terre. Les élèves qu'on a formés à Cuba étaient bons. Travaillant bien, ils se sont hissés à un niveau moléculaire tout à fait correct. Assez paradoxalement, cette coopération a été encouragée vivement par le ministre de l'Agriculture de l'époque qui était Jacques Chirac. A cette époque, il y a eu une quarantaine de missions organisées chaque année entre la France et Cuba. C'était probablement pour faire un peu la pige aux Américains et pour occuper un terrain d'où ils s'étaient volontairement retirés ! C'est un aspect que j'ai fait valoir plus tard à un membre du Cabinet d'un ministre, quand la gauche est arrivée au pouvoir : "*Les Américains ne s'y sont pas encore réinstallés, les Russes sont déjà partis ! La France a tout intérêt, ne fût-ce que du point de vue économique, à développer des actions de coopération avec Cuba !*" Ce discours, toutefois, n'a guère été entendu.

Soucieux d'aider au développement de la production agricole à Cuba, j'ai suivi parallèlement les efforts qui étaient effectués pour lutter contre l'analphabétisme et améliorer l'état de santé des habitants. Mais cet intérêt que je manifestais a nui pendant un temps au déroulement de ma carrière. Mon appartenance politique de l'époque, même si elle n'avait pas d'incidences sur la façon dont j'exerçais mon métier, me rendait, en effet, un peu suspect aux yeux de la hiérarchie. Au contact des militants du PCF, j'avais appris pourtant beaucoup de choses. Les problèmes de l'URSS ne m'intéressaient pas particulièrement, à la différence de ceux des pays du Tiers-Monde, comme Cuba ou le Viêt-nam dont la comparaison m'apparaissait pouvoir être fort instructive sur le rôle de l'État dans des processus de transformation sociale : le premier pays était confronté, en effet, au problème de savoir comment arriver à passer du latifundia à quelque chose de plus petit, le second à celui de passer de la micro-parcelle à quelque chose de beaucoup plus grand !

Je trouvais qu'il était quand même plus passionnant de chercher à doubler la production de pommes-de-terre d'un pays qui en avait grandement besoin plutôt que d'essayer d'augmenter de 1% ses rendements, en France, dans un pays qui connaissait déjà de forts excédents et où les gains de productivité risquaient fort de ne profiter qu'à quelques intermédiaires ! En m'en tenant aux seuls aspects scientifiques, j'estime avoir plus appris de choses sur la pomme-de-terre à Cuba qu'en Bretagne, parce que les maladies dont elle était victime y étaient plus apparentes et étaient appréhendées au niveau d'un travail pluridisciplinaire.

**D.P. — T'a-t-on reproché d'utiliser les deniers publics pour financer des travaux de recherche qui n'avaient pas de retombées directes sur l'économie nationale ?**

**D.S. —** La dimension tiers-mondiste restait, à cette époque, importante chez les chercheurs. Il y a eu, certes, des appréciations divergentes, au moment de la répression au Chili, mais les problèmes du Chili, de Cuba, du Viêt-nam ne laissaient alors personne indifférent. La communauté scientifique était plus sensible qu'aujourd'hui aux problèmes de la décolonisation et des fascismes extérieurs. La perspective de développer des rapports scientifiques avec des collègues cubains séduisait des scientifiques aux idées pas forcément toujours très progressistes. Mais les mythes développés autour des personnes de Che Guevara, Fidel Castro, Ho Chi Minh ou Allende, les liens culturels anciens avec ces pays jouaient également un rôle dans cet attrait.

**D.P. — L'expérience à laquelle tu as participé à Cuba a-t-elle modifié, à l'INRA, les formes de la coopération ?**

---

**D.S.** — Elle a donné des idées de coopération à distance, peu coûteuse eu égard aux dépenses engagées par l'ORSTOM ou le CIRAD. Les formes que nous lui avons données (reposant sur des stagiaires et des missions) ont contribué à faire évoluer beaucoup de choses dans la production de Cuba, dans la mesure où nos correspondants étaient des personnes formées et de haute qualité. Je ne suis pas sûr que ce type de coopération aurait pu donner d'aussi bons résultats au Tchad ! Cuba est un type assez particulier. La coopération a probablement aussi conforté l'idée de pluridisciplinarité.

**D.P.** — **Comment tes activités ont-elles, par la suite, évolué ?**

**D.S.** — Mes activités scientifiques, hors de France, n'étaient pas toujours appréciées par P. Cornuet qui m'avait mis, un jour, comme appréciation : "*travaille avec certains pays en voie de développement*", avec une baisse de ma note d'un demi-point. Mais, comme c'était le travail qui m'intéressait vraiment, je n'en ai pas tenu compte et ai poursuivi dans la même voie. Il faut croire que P. Cornuet ne m'en a pas voulu puisque, quand il a abandonné ses fonctions de directeur de la station, c'est moi qu'il a proposé pour lui succéder. J'ai donc pris la direction de cette station pendant 3-4 ans, mais, un beau jour, j'ai fini par donner ma démission, supportant mal de me trouver constamment en porte-à-faux entre le personnel et la direction !

J'ai repris, en 1981, mes activités de recherche sur la pomme-de-terre mais, lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, je me suis investi dans les Assises de la recherche que venait de lancer Jean-Pierre Chevènement. Au sein d'une section "*recherche et développement des pays du Sud*", j'ai pu discuter avec beaucoup de gens, notamment avec A. Ruellan qui était professeur à Rennes, mais aussi avec des chercheurs de l'ORSTOM qui avaient entendu parler de mon expérience cubaine. Comme J.P. Chevènement cherchait à définir alors une politique de la recherche, dans les pays en voie de développement, j'ai accepté de travailler à cette question, avec Olivier Dollfus, géographe à Paris VII, M. Griffon qui était au Ministère de la Coopération et H. Carsalade qui travaillait au Ministère de la Recherche et qui occupe aujourd'hui un poste important à la FAO, près avoir été directeur du CIRAD. Le fruit de nos réflexions en ce domaine a fait l'objet d'un rapport, publié sous la direction de Jacques Berque, le spécialiste bien connu du monde arabe.

Comme je m'étais opposé, en vain, à H. Carsalade et que j'estimais préférable de donner au CIRAD le statut d'un EPST, pour le rendre moins dépendant des grandes firmes agro-alimentaires, j'avais demandé à être reçu par J.P. Chevènement qui m'avait demandé ce que je pensais de A. Ruellan comme directeur de l'ORSTOM. Bien que je le connusse encore assez mal, je lui avais répondu que ses idées m'apparaissaient fort intéressantes pour le développement des pays du Tiers-Monde. C'est lui finalement qui a été nommé à la tête de l'ORSTOM. Comme je connaissais déjà beaucoup de chercheurs de cet organisme que j'avais rencontrés lors de la préparation des Assises de la recherche, A. Ruellan m'a demandé de faire partie d'un cabinet fantôme, puis de l'équipe de direction de l'ORSTOM pour l'aider complètement à sa refonte. L'INRA a accepté de m'accorder un détachement de cinq ans, à cette fin.

**D.P.** — **Quels souvenirs as-tu gardé finalement de ton passage dans cette institution ?**

**D.S.** — Ce n'était pas l'INRA qui m'avait demandé d'y aller et apparemment, J. Poly n'y semblait guère favorable. Il a accepté toutefois de m'y détacher temporairement !

Quand j'étais arrivé dans le groupe consultatif, présidé par Berque et placé auprès du Ministre, H. Carsalade qui était le représentant permanent du Ministère de la Recherche et qui n'aimait pas beaucoup l'INRA, avait demandé pourquoi on m'avait demandé d'en faire partie. Il lui avait été répondu que ce n'était pas parce que je venais de l'INRA, mais parce que j'étais communiste, ce qui l'avait rassuré ! Quand je suis arrivé à l'ORSTOM, le scénario s'est répété et j'ai été considéré comme "un rouge" (7), désireux de supprimer l'ORSTOM. Je ne sais pas d'où leur venait cette idée. J'ai donc été, au début, assez mal accueilli. Heureusement, les préventions contre moi se sont assez vite dissipées. J'avais une responsabilité très grande, puisque j'étais quasiment un des adjoints du directeur général et que je jouais à la fois les rôles de directeur géographique et de directeur scientifique. A. Ruellan m'avait chargé, en effet, de tout ce qui était biologique, aussi bien dans le domaine agronomique que

---

dans le domaine médical. Il m'avait confié le soin de suivre, par ailleurs, tout ce qui se passait sur le continent latino-américain. C'est ce second aspect où je retrouvais des choses que j'avais vues à Cuba qui m'a, en fait, le plus intéressé. J'ai réussi à doubler le nombre de personnes affectées en Amérique Latine en les ramenant de l'Afrique pour les transférer dans les différents pays que j'ai appris à connaître. Pour les autres choses que j'avais à traiter, j'étais beaucoup plus incompetent, devant m'en tenir souvent à mon seul bon sens.

J'ai découvert finalement à l'ORSTOM des gens formidables et une conception de la science tout à fait différente de celle qui existait à l'INRA.

**D.P. — Quelles sont les différences les plus importantes que tu as remarquées ?**

**D.S. —** La conception de la science, à l'ORSTOM, était beaucoup plus axée sur le développement ; elle reposait sur des aspects plus sociologiques qui obligeaient à une prise en compte plus large des problèmes. Il y avait, bien sûr, des gens qui souhaitaient retourner au labo, pour faire plus de moléculaire et se ménager de bases arrières. Mais il y avait toujours cette vision du développement qui me plaisait bien. Après quatre années passées à l'ORSTOM, ponctuées de très nombreuses missions à l'extérieur, mon détachement a pris fin, quand la droite est revenue au pouvoir. A. Ruellan s'est trouvé écarté, à cette époque, de la direction de l'ORSTOM, plus soumis que l'INRA aux fluctuations politiques.

J'ai regagné l'INRA, en 1986, sans grand enthousiasme. A mon retour, je suis retourné voir Poly en lui offrant mes services. J'avais eu le temps, en effet, de me constituer un réseau de relations solides, ayant rencontré pendant toute cette période beaucoup de monde dans les Ministères, les Ambassades et les Organismes de recherche. Comme J. Poly ne m'a rien proposé à la Direction des Relations Internationales, je suis retourné au Centre INRA de Versailles, changeant complètement de discipline. La science virologique, avec le développement de la biologie moléculaire, avait fait entre-temps des progrès considérables que je n'étais pas capable de rattraper. Les collègues virologues dont j'avais été le directeur n'étaient peut-être pas très désireux non plus de me voir marcher à nouveau sur leurs plates-bandes.

De la virologie, je suis donc passé à la mycologie, n'ayant au départ en ce domaine que les connaissances rudimentaires qui m'avaient été enseignées par Viennot-Bourgin. J'ai eu l'idée de continuer dans la voie du diagnostic en essayant d'appliquer aux champignons les techniques sérologiques, puis moléculaires, qui étaient appliquées aux virus. Il me semblait, en effet, que les mycologues étaient restés souvent au stade de la microbiologie générale, sans avoir atteint encore celui de la biochimie et du moléculaire. Je me suis donc engagé dans cette direction, avec le soutien de J. Marrou, qui était devenu entre-temps directeur scientifique des productions végétales, puis d'A. Coléno qui étaient des amis de longue date (8). Mais, si j'ai reçu d'eux beaucoup d'encouragements, je n'ai guère obtenu de moyens de travail conséquents. Il a donc fallu que je me débrouille tout seul. Comme je n'étais pas retourné à la paillasse, depuis que j'avais pris la direction de la station, tout le monde s'attendait à ce que je me casse la gueule. Mais j'ai voulu relever le défi, ne voyant pas pourquoi retourner à la paillasse serait ignominieux ! N'était-ce pas le terrain où les scientifiques étaient censés s'épanouir le plus ? Pendant une dizaine d'années, me prenant au jeu, j'ai donc décidé de remonter un laboratoire, de faire des publications, de récupérer des stagiaires et des thésards, tout en suivant, à la demande d'A. Coléno, les activités internationales de la Direction Scientifique des Productions Végétales. J'ai continué, en effet, à garder un oeil ouvert sur les pays en voie de développement, étant plus intéressé par leur avenir que par ce qui se passait en Angleterre ou aux États-Unis.

**D.P. — Après de longues années passées hors de l'INRA, tu as pu ainsi te réinsérer et mettre à profit d'autres opportunités ?**

**D.S. —** Ma carrière n'a rien eu de génial du point de vue scientifique, mais elle m'a donné l'occasion de faire des choses passionnantes et très diverses. J'ai décidé aujourd'hui d'en finir avec le labo, en ayant épuisé, me semble-t-il, tous les charmes. Si j'ai réussi à monter un laboratoire, je ne suis jamais retourné moi-même véritablement à la paillasse, me contentant de faire travailler les autres. Maintenant que tout est découpé en tranches fines et passé au crible des techniques de la biologie moléculaire, cela ne m'intéresse plus trop de poursuivre dans cette voie. J'assiste demain à la dernière thèse préparée

---

dans mon labo et je me focalise ensuite sur d'autres travaux. Pour quelles raisons ai-je repoussé la date de mon départ à la retraite ? Parce que j'ai pris la responsabilité, depuis quatre ans, de la revue "*Les Cahiers Agricultures*", qui traitent de beaucoup de problèmes qui se posent aux pays en voie de développement. Cette revue, tirée entre 4000 ou 5000 exemplaires, est une des rares que les Africains francophones peuvent se procurer et lire. Je ne suis pas hostile à l'idée de la francophonie, même si elle a parfois des relents nationalistes, mais ceux qui s'y retrouvent ont, bien souvent, des idées généreuses et patriotiques et s'opposent aux nouvelles dominations induites par "la mondialisation".

**D.P. — Quels sont les buts poursuivis par cette revue ?**

**D.S. —** Le but de la revue est d'éditer des articles originaux et de synthèse, rédigés en français par des gens faisant partie de la zone francophone. Sa création a été décidée au cours d'un haut sommet de la francophonie. Il y a eu un *Cahier Santé* et un *Cahier Sécheresse* ; depuis 4 ans, il y a les *Cahiers Agricultures*. La rédaction de ces Cahiers me prend plus de temps que je ne l'avais imaginé au départ : je suis obligé, en effet, de lire et de relire des articles relevant de diverses disciplines, depuis les sciences sociales jusqu'aux sciences très fondamentales, de passer des domaines de l'agronomie, à ceux de la foresterie ou de l'agro-alimentaire. J'ai du mal à obtenir des synthèses des gens de l'INRA, mais j'en ai reçu du SAD, de la pathologie végétale ou du secteur des productions animales qui sont excellentes. C'est une revue qui marche bien et qui est diffusée dans les pays du Tiers-Monde et dans les instances internationales, comme la FAO.

**D.P. — Tu as évoqué très brièvement, au début de cet entretien, ton intérêt pour le Viêt-nam. Quels ont été tes engagements dans ce pays ?**

**D.S. —** Il s'était créé, dans les années 75, un comité de soutien intersyndical aux Vietnamiens pendant la guerre qui les opposait aux Américains. J'avoue qu'au début le Viêt-nam ne me disait pas grand chose. C'était un pays lointain dont les modes de vie et les façons de penser m'étaient assez étrangers. Progressivement toutefois, j'ai été conduit à m'y intéresser davantage. Le comité de coopération scientifique et technique avec le Viêt-nam qui a été mis en place et auquel j'ai participé était un peu une resucée de ce qui avait été organisé, quelques années plus tôt, pour Cuba. Il comprenait des gens remarquables de diverses universités (Orsay, notamment) et du CNRS (en particulier de l'Observatoire de Meudon). A la fin de la guerre, en 77, j'ai été le premier agronome à retourner au Sud-Viêt-nam. J'ai découvert un pays fantastique, confronté à des problèmes considérables. J'ai monté encore, au sein de l'INRA, des projets de recherche sur les pommes-de-terre dans le nord du Viêt-nam, parce que la production y était importante. Ces actions se sont un peu arrêtées là ! Je continue à travailler dans le cadre de ce comité, mais je ne suis plus retourné au Viêt-nam, depuis 5 ou 6 ans. J'ai gardé toutefois de bons rapports avec les collègues que j'ai rencontrés là-bas. Ceux-ci viennent à présent, en France, voir ce qui s'y fait, ayant dans le nord de leur pays des climats qui permettent des productions assez semblables aux nôtres. Les rapports de coopération de la France avec les Vietnamiens sont devenus excellents, les Américains ayant gommé un peu les mauvais souvenirs de notre passé colonial et les Japonais s'étant fait, sur place, une image si détestable qu'ils arrivent difficilement à développer des coopérations. Malheureusement, l'INRA semble se désintéresser des problèmes de ce pays et aucun projet de recherche véritable n'est sorti depuis longtemps.

**D.P. — Que ce soit pour Cuba ou pour le Viêt-nam, tu as réussi à drainer finalement vers toi des énergies multiples et à développer un intérêt nouveau pour les problèmes du Tiers-monde ?**

**D.S. —** Oui, j'ai joué un peu un rôle de passerelle. Je me suis aperçu qu'il suffisait parfois d'un simple coup de fil pour réaliser des choses fort intéressantes. La coopération avec Cuba est arrêtée parce qu'il n'y a plus d'argent. Mais je refuse de m'y résigner ! Il y a des gens là-bas qui ont besoin de se nourrir. Comme ce sont, pour moi, des amis, j'essaie de contourner les obstacles en collaborant avec des organisations non-gouvernementales, qui peuvent y travailler, au besoin avec de l'argent de la Communauté Européenne. C'est ainsi que j'ai noué des relations avec des médecins du Secours

---

Populaire Français qui voulaient monter des projets ayant une dimension agronomique. Je les ai mis en rapport avec Daniel Vermeire qui travaillait à Jouy et qui est devenu depuis un des cadres du Secours populaire. D. Vermeire m'a renvoyé la balle en me signalant que certaines fédérations du Secours Populaire étaient intéressées par des actions sur Cuba. J'ai pris contact avec elles et j'ai élaboré avec elles deux projets nouveaux qui sont à leurs débuts : l'un d'eux vise à développer la production de lapins qui a été décimée complètement dans l'île, à la suite d'une épidémie. Jacques Ouhayoun, qui est un copain de Toulouse, a accepté avec sa femme de partir à Cuba, sur son temps de vacances. Il a fait tout un rapport à ce sujet, reçu les lapins et les vaccins qui lui ont été envoyés, il s'est mis en rapport avec des chercheurs cubains. Cette action peut être à l'origine demain d'un programme scientifique plus vaste. En attendant, les paysans cubains sont en train de multiplier le nombre de leurs reproducteurs de lapins, ce qui accroîtra d'autant les protéines dont ils pourront plus tard disposer. De telles actions sont de nature, pour moi, à favoriser la paix et la solidarité entre les nations.

**D.P. — Arrivé à ce stade de l'entretien, je voudrais te poser des questions plus personnelles sur la vie de chercheur que tu as connue. As-tu traversé des périodes de passage à vide ou de découragement devant les difficultés et les incompréhensions que tu as rencontrées sur ta route ?**

**D.S. —** Des passages à vide, pas vraiment, parce que j'ai un tempérament plutôt optimiste ! J'ai découvert, avec A. Ruellan, que l'optimisme était la seule façon de faire avancer les choses. Si tu commences par dire, dès le départ, que les choses ne vont pas marcher, il y a de grandes chances qu'effectivement elles ne marchent jamais. Il faut toujours être un peu utopiste, avec quand même les pieds sur terre. Je déplore que notre époque ne génère pas plus d'utopies. Ceci dit, j'ai quand même eu un passage à vide à la fin de mon passage à l'ORSTOM et à mon retour à l'INRA. Si, à cette époque, je n'avais pas recréé un autre foyer, refait un enfant trente ans après, j'aurais sans doute déprimé. J'ai conscience d'avoir été méchant, à cette époque, envers certaines personnes, me sentant mal dans ma peau. J'avais peu de moyens de travail, une connaissance imparfaite de ma nouvelle discipline, la mycologie, et surtout il me fallait me réadapter à un monde que je trouvais un peu étriqué par rapport à celui que j'avais connu. Au bout de deux ans, les choses ont fini toutefois par s'arranger !

**D.P. — Tu travailles dans un Institut de Recherche public. Qu'est-ce que cela implique, pour toi, en termes de devoir ou d'engagement ?**

**D.S. —** Je pense qu'il y a toute une série de choses qui doivent être faites par l'État et qui relèvent de sa mission. C'est le cas des transports, des PTT, mais aussi de la recherche. S'inscrivant nécessairement dans le long terme, celle-ci ne doit pas être assujettie aux seuls impératifs de la rentabilité. Il est impensable, en effet, que des structures de type privé puissent prendre en compte l'aléatoire qui est la rançon de la liberté d'imagination laissée au chercheur. Celui-ci devrait avoir la possibilité, lorsqu'il en ressent le besoin, de sortir des limites strictes de sa discipline, si c'est un moyen pour lui d'être plus créatif et d'échapper au conformisme qu'elle génère.

**D.P. — Il me semble que c'est plutôt au repliement de chacun sur sa propre discipline auquel on assiste aujourd'hui ? Peut-être parce que la restriction des moyens budgétaires oblige à rechercher de plus en plus de crédits ailleurs ?**

**D.S. —** Je ne voudrais pas tenir un discours de vieux en proclamant que tout est devenu moche et que c'était beaucoup mieux auparavant ! Mais c'est vrai qu'à force de découper les choses en petits éléments, on devient de plus en plus pointu, et on focalise son attention sur des objets d'étude toujours plus étroits et ayant de moins en moins de rapports avec la réalité. Pendant longtemps, l'INRA a mis l'accent sur la nécessité d'avoir une formation de généralistes. Des écoles, comme l'Agro donnaient une vision transversale des problèmes agricoles à partir de disciplines assez larges. Mais aujourd'hui, l'INRA prétend n'avoir plus besoin de cette "culture générale" et, entrant dans la spirale de la compétitivité et d'affinement des méthodes, privilégie le recrutement et l'avancement de spécialistes. Ceux-ci tendent toutefois à confondre souvent les outils avec les buts pour lesquels ils ont été conçus. Il faudra, sans

---

doute, dans les prochaines années, faire appel à une nouvelle espèce de généralistes, intégrant les savoirs nouvellement acquis et capables de les mettre en œuvre dans une vision plus large et synthétique.

**D.P. — L'élargissement des objectifs et des missions de notre institut, l'approfondissement et la spécialisation de ses méthodes de travail risquent-ils, à ton avis, de porter atteinte à son identité et à son originalité ?**

**D.S.** — Les chercheurs qui travaillent sur les problèmes agricoles dans les pays industrialisés ne peuvent manquer de s'interroger sur les contradictions qu'ils rencontrent à l'heure actuelle. Durant de longues années, ils ont œuvré à accroître les productions. Et maintenant, on leur affirme que les agriculteurs produisent trop, occasionnent des excédents et doivent geler leurs terres. Comme je l'ai écrit, l'idéologie et les pratiques construites autour de la notion de compétitivité ont contribué à la séparation entre recherche et buts de la recherche. L'accroissement de la compétitivité qui était conçu comme un moyen de stimuler et de libérer des forces productives est justifié aujourd'hui par la nécessité de gagner la guerre économique, à l'échelle mondiale, nationale, régionale. On en arrive à créer un modèle de vérité scientifique, parcellisé et spécialisé, destiné à ne servir que les intérêts des plus forts. Il se constitue ainsi une aristocratie du savoir scientifique, nuisible à la nécessaire démocratie de la connaissance. Les chercheurs, pris dans l'engrenage de la compétition, n'ont plus le temps de prendre connaissance des progrès issus des autres disciplines et des problèmes posés par les agriculteurs. La pluridisciplinarité y perd, le transfert de connaissance et la diffusion vers le praticien également. Les sujets traités risquent de ne plus correspondre aux besoins des individus, mais à des programmes (rentables du point de vue des publications) décidés par des technocrates de la science, ne prenant en compte que les intérêts des groupes dominants. La recherche devient une finalité en soi.

Je suis un peu inquiet pour l'avenir du Centre de Versailles. Il me semble, en effet, que la direction scientifique veut en faire un peu une sorte de Jouy-2000, axé sur des recherches purement fondamentales, sans grands rapports avec le terrain. Pour moi, c'est une erreur que j'ai combattue à Cuba qui voulait créer aussi un Institut de biologie moléculaire prestigieux (ce qu'il a fait), coupé du Ministère de l'Agriculture, au risque de s'interdire tout transfert ultérieur des innovations. Je crois toutefois qu'un certain nombre d'adeptes de la biologie moléculaire commencent à se rendre compte des dangers auxquels peut conduire une telle évolution, notamment dans les Centres de province, et de la nécessité de mieux adapter leurs thèmes de recherche aux exigences nouvelles de la demande sociale.

Ce qui me surprend le plus, c'est que dans le domaine biologique, on s'oriente de plus en plus vers des travaux fondamentaux, de type CNRS, alors que le même CNRS est en train de monter des programmes avec des instituts techniques, agricoles ou non. L'évolution est strictement inverse ! Il faudrait peut-être arriver à redéfinir plus précisément les compétences des uns et des autres.

**D.P. — La diminution actuelle du nombre des techniciens dans les laboratoires peut-elle avoir des conséquences graves sur l'orientation de leurs recherches ?**

**D.S.** — Au moment où je suis entré à l'INRA, il y avait environ un technicien par chercheur. Les techniciens étaient issus souvent des écoles agricoles, régionales ou nationales, et avaient une bonne connaissance des problèmes qui se posaient sur le terrain. Beaucoup de ceux qui se trouvaient à Versailles sont venus de l'École d'Horticulture du Breuil. Une partie d'entre eux, après avoir suivi des cours au CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers), sont partis dans le privé, occupant parfois des postes fort importants. Ceux qui ont fait le choix de poursuivre leur carrière à l'INRA sont devenus généralement ingénieurs. Formant les cadres techniques de la maison, ils ont mis longtemps à sa disposition les connaissances variées qu'ils avaient acquises sur le terrain. Leur affectation actuelle dans les laboratoires pose toutefois, pour eux, des problèmes d'adaptation et de reconversion. Tous n'ont pas, en effet, la capacité de se mettre à l'étude des techniques modernes mises en œuvre par les jeunes chercheurs, d'autant que les thésards, qui travaillent à leurs côtés, n'hésitent pas, pour obtenir un travail de plus grande qualité, à s'auto-exploiter et à rester dans les labos jusqu'à des heures impossibles. Les techniciens de laboratoire qui avaient rendu de grands services à la recherche et qui sont remplacés en partie par les thésards tendent, de ce fait, à se sentir moins utiles que par le passé.

Le problème se pose avec une particulière acuité à Versailles, parce qu'il faut bien avouer qu'ici on ne

---

sait plus trop quoi faire des terrains. convoités par le château de Versailles, ceux-ci servent de moins en moins de support à des expériences. L'amélioration des plantes tend de plus en plus à s'effectuer sur *Arabidopsis thaliana*, cultivé sous serre, et la pathologie se réduit à l'étude des génomes de champignons coupés en petits morceaux. Les techniciens de terrain trouvent de ce fait de moins en moins à s'occuper !

**D.P. — La course au matériel le plus moderne est devenue souvent une obsession pour beaucoup de chercheurs, même si elle les rend en même temps de plus en plus tributaires des sources de financement extérieures. Que penses-tu de cette évolution ?**

**D.S. —** Ce qui a changé dans les laboratoires, c'est qu'il existe de nos jours certains appareils techniques puissants et très sophistiqués qu'il faut apprendre à manipuler et à utiliser. Un scientifique n'a pas toujours le temps (ni l'envie) d'en acquérir la maîtrise. La tentation est grande de recruter un technicien et de l'affecter à un matériel précis. Mais elle conduit à segmenter le travail et à l'organiser en batterie. Mieux vaut essayer de mettre les gens à la place où ils trouvent le plus leur intérêt. C'est ce que j'ai essayé de faire quand j'étais directeur de la station. Il y avait, à l'époque, une technicienne 5 B qui travaillait sur la répllication des virus. Comme elle ne comprenait rien à ce que faisait P. Cornuet, elle s'ennuyait et ne travaillait guère. Je l'ai mutée dans un autre labo plus appliqué et elle est devenue ingénieur d'études, parce qu'elle s'est passionnée pour son nouveau travail. Il est vrai que de tels changements ne sont pas toujours réalisables et qu'aujourd'hui toutes les carrières sont bloquées, que l'on soit excellent ou non !  
Le développement de l'informatique, s'il a rendu bien des services, n'a pas amélioré les choses, en provoquant la suppression de certains personnels de secrétariat. J'avoue que, quand je vois le temps que passent les thésards à taper sur leur machine, je me dis, n'étant pas de la génération de l'*homo informaticus*, qu'il serait probablement mieux utilisé s'ils travaillaient davantage à la paillasse ! Mais je dois convenir que ce travail doit leur apporter quand même quelque chose, les thèses actuelles étant, en effet, dans l'ensemble, bien meilleures que celles d'autrefois.

**D.P. — Tu fais partie d'une génération de chercheurs qui n'ont pas eu besoin de soutenir une thèse pour faire carrière à l'INRA. Que penses-tu des conditions dans lesquelles les thèses se préparent aujourd'hui et du rôle qu'elles ont dans la formation aux divers métiers de la recherche ?**

**D.S. —** Il faut trois ans au minimum pour préparer une thèse, type Ph.D, 3 ans au cours desquels les thésards doivent travailler beaucoup pour arriver à quelque chose d'intéressant. Ils sont aidés, bien sûr, par tout ce qui se passe dans le laboratoire qui les accueille, les discussions collectives et les conseils personnels qui leur sont donnés par les uns et les autres. Mais c'est à eux qu'il revient de se prendre en charge et d'effectuer eux-mêmes toutes les opérations qui sont nécessaires à la réalisation de leur recherche. Le laboratoire profite largement du travail qu'ils fournissent, parfois même de façon un peu éhontée parce qu'ils acceptent de besogner bien souvent au-delà du temps réglementaire et de poursuivre leur travail le samedi, et même le dimanche.

**D.P. — Ne risque-t-on pas, à ce propos, de voir demain dans les laboratoires se côtoyer deux catégories de personnes bien distinctes, les unes ayant une grande sécurité dans leur emploi, les autres ayant un statut beaucoup plus précaire et tenus de travailler beaucoup dans l'espoir de se faire un jour recruter ?**

**D.S. —** Cette situation est bien réelle et représente, à mon sens, un effet pervers du système qui, sous prétexte de formation et de compétition, exploite les jeunes. Elle est peu susceptible d'exploser dans la mesure où cette seconde catégorie ne fait pas partie des effectifs statutaires de l'INRA. Elle n'en constitue pas moins un gâchis effroyable. Sur le plan syndical, j'étais déjà opposé à la CFDT à ce sujet, étant hostile à l'utilisation de thésards, recrutés sans sécurité d'emploi. On s'achemine, en effet, de plus en plus vers un système à l'américaine où un petit nombre de cadres plus ou moins vieillissants, qu'on se garde de renouveler trop vite, organisent le travail d'une noria d'individus qu'on "jette", quand ils ne font plus l'affaire. Mais les organismes de recherche ne sont pas voués seulement à superviser des

---

recherches faites par d'autres. Ils doivent irriguer les labos privés, fournir des cadres à l'industrie. La formation par la recherche est, en effet, une chose importante. Évidemment, ce n'est pas l'INRA qui est responsable du chômage actuel. Mais les thésards qu'il accueille momentanément sont obligés, pour la plupart, de travailler ailleurs et de faire ultérieurement des choses, sans grands rapports avec ce qu'ils ont effectué précédemment et parfois même sans rapport avec leurs connaissances et la science elle-même.

J'ai essayé de prendre surtout comme thésards des étrangers qui avaient l'espoir de réutiliser, à leur retour, une partie des connaissances acquises au laboratoire. Mais, même dans ce cas, j'ai connu des échecs : j'ai travaillé avec un Brésilien qui, à son retour au pays, était si mal payé qu'il a préféré se faire directeur d'hôtel. Une personnalité brillante a du même coup été perdue pour la science !

Grâce notamment aux thésards qui s'y sont succédés, mon laboratoire a accumulé un certain nombre de compétences en matière de diagnostic biochimique des champignons. J'espère que l'ingénieur qui est parti à Angers les a récupérées et que le travail réalisé n'aura pas été effectué en vain. Mais la transmission des savoirs et des savoir-faire ne semble pas être aujourd'hui une préoccupation prioritaire des Départements scientifiques.

**D.P. — Ton travail scientifique et tes engagements militants se sont-ils nourris mutuellement ou as-tu été toujours attentif à bien les dissocier ?**

**D.S. —** Je ne peux dissocier en moi l'Homme social, l'Homme scientifique et l'Homme familial. Mais, si je n'ai jamais mélangé mon travail scientifique et mes activités politiques, ces dernières ont toujours nourri mes réflexions sur les programmes de recherches à entreprendre et sur la manière de les concevoir et de les gérer. Si l'on considère les pays de l'Afrique du Nord qui produisent surtout des blés durs, une analyse des besoins locaux à satisfaire m'a montré que c'était surtout sur la production de légumineuses complémentaires, comme le pois chiche, qu'il importait surtout de travailler, même si cette production n'existait pas chez nous. Je veille, en général, à ne pas faire travailler un étranger sur une production qui n'existe pas dans son pays. Les sujets de thèses que je propose aux étudiants qui viennent travailler dans mon laboratoire sont dictés par leur intérêt pour l'économie locale, mais aussi par l'intérêt qu'ils présentent du point de vue scientifique. L'aspect modèle de la plante intervient également. Depuis mon retour à l'INRA, je m'occupe des maladies transmises uniquement par les semences. En effectuant une sélection sanitaire de ces semences, il est possible d'éviter certaines maladies, un peu comme pour la pomme-de-terre. Mes conceptions sur la société me permettent avant tout d'intervenir dans des débats plus larges sur les rapports entre Science et Société.

**D.P. — As-tu été confronté, au cours de ta carrière, à des problèmes éthiques ou déontologiques ?**

**D.S. —** Je n'ai pas effectué de transferts de gènes et donc n'ai jamais été confronté aux problèmes de dissémination qui inquiètent tant les écologistes actuels. Je pense que, s'il convient d'être attentif aux dangers que présentent les organismes génétiquement modifiés, il ne faut pas sombrer pour autant dans l'obscurantisme. Il me semble que ce qui est plus encore à redouter, c'est l'introduction d'un pathogène d'un continent à l'autre qui, en détruisant les récoltes, peut venir à bout complètement d'une population. Curieusement pourtant, les écologistes ne semblent guère s'être émus beaucoup de ce danger jusqu'ici. En 1976, je travaillais encore sur la pomme-de-terre : le Ministère de l'Agriculture avait sollicité mon avis à propos de l'introduction de pommes-de-terre venues du continent américain. J'avais répondu en montrant le danger qu'il y avait à le faire. Cette recommandation n'a pas été suivie et les agriculteurs français se trouvent confrontés aujourd'hui à de nouvelles races de mildiou mexicaines dont on ne sait pas ce qu'elles vont engendrer. La prolifération de ce champignon peut être, à terme, beaucoup plus grave que l'utilisation d'un organisme génétiquement modifié. Le problème qui se pose à l'agronome est moins éthique qu'économique. Mais il est rarement évoqué en ces termes. Lorsque le CIRAD ou Unilever développent la culture *in vitro* d'hévéa ou de palmier à huile aux rendements plus élevés pour les cultiver selon une stratégie politico-économique propre, je me dis que des milliers de gens non choisis, surtout africains, risquent d'en pâtir fâcheusement, dans les prochaines années. Ce sont des questions, à mon sens, auxquelles les agronomes devraient davanta-



---

ge réfléchir. On retrouve là le problème de la responsabilité, évoquée par Jonas et repris dans un de mes "éditos". Comment éviter que ce qui est perçu comme un progrès par les uns ne porte gravement atteinte aux intérêts des autres ? L'introduction d'une nouveauté scientifique peut être ailleurs un facteur de déstabilisation sociale. Sélectionner à outrance, sans préserver la variabilité génétique peut, de même, compromettre gravement des possibilités futures d'évolution. D'où la nécessité d'organiser des réunions périodiques pour en débattre avec les intéressés. Mais c'est une chose que l'on effectue trop rarement !

**D.P. — Dans un éditorial des Cahiers Agricultures que tu avais écrit en 1994, tu déclarais que la responsabilité du chercheur n'était pas une négation de sa liberté, mais sa condition même. Était-ce de ta part un appel à un plus grand humanisme ?**

**D.S. —** Beaucoup de chercheurs se déclarent responsables de leur recherche et refusent de s'interroger sur l'utilisation qui en est faite par la société. Mais le poids des instances d'évaluation, des structures d'orientation et de gestion de la recherche tendent à amenuiser leur liberté et leur responsabilité en ce domaine. Les chercheurs ne doivent pas pour autant abdiquer. Leur responsabilité première réside dans leur pouvoir de créateur, au risque de déranger les pouvoirs en place et d'être considérés comme des *"empêcheurs de tourner en rond"* : *"le rôle des scientifiques consiste à découvrir ce qu'on ne sait pas, à voir autre chose que ce que le monde voit, à montrer ce qui n'est pas visible. Là, la responsabilité des chercheurs est individuelle et totale. Elle consiste à ne pas transiger avec les difficultés, à ne pas tricher avec les vérités qui s'imposent à son esprit (...) L'intransigeance de la pensée et l'honnêteté intellectuelle sont à la base de cette responsabilité là"*. Mais les obstacles à surmonter sont grands pour y parvenir : *"les tendances de l'individu à se conformer à un groupe nous guettent tous, en partie à cause de la formation et des structures dans lesquelles nous sommes insérés. Les examens ou concours qui jalonnent la carrière du chercheur sont autant de tests de conformité où le mérite est surtout reconnu à l'intérieur d'une discipline bien délimitée. Il est mal venu de s'éloigner du terrain balisé par ses condisciples. Au lieu d'une attitude d'exploration, au lieu d'une résistance à ce modèle cartésien, on assiste alors à une certaine paralysie de la pensée globale"*.

**D.P. — L'amélioration des techniques dans ton laboratoire a-t-elle été un processus continu ou y a-t-il eu, à certains moments de son histoire, des matériels nouveaux qui ont permis d'entreprendre des choses qui étaient inconcevables auparavant ?**

**D.S. —** Pour les virologues, le microscope électronique qui a permis de voir les virus, a été un outil tout à fait essentiel. L'ultracentrifugeuse qui a permis de les concentrer et purifier, également. Ces deux appareils très onéreux sont arrivés dans les années 60. Les progrès, par la suite, ont été moins rapides, ne portant que sur de petites améliorations. L'amélioration des techniques a repris, dans les années 80-90, de façon fulgurante. Le laboratoire de Versailles n'a plus rien à voir avec ce qu'il était auparavant. Les méthodes sérologiques de type ELISA, puis les techniques moléculaires qui ont été perfectionnées, ont permis une détection à la fois plus rapide et 10 000 fois plus sensible. Les appareillages de biologie moléculaire qui ont fait leur apparition et se sont généralisés par la suite, ont bouleversé complètement les méthodes en vigueur dans la discipline.

La cherté des appareils, si elle a introduit des clivages entre les laboratoires, a favorisé, à l'inverse, certaines collaborations entre eux. Tous n'ont pas les moyens, en effet, de se payer des séquenceurs qui coûtent une fortune. Évidemment, si on utilise celui d'un autre labo, il faut payer le service rendu ! Si on l'a chez soi, c'est parfois plus simple. Ces diverses considérations ont joué beaucoup dans l'évolution des techniques et des appareils des différents laboratoires.

Les techniques toujours plus sophistiquées permettent, certes, d'approfondir les investigations et de gagner du temps, mais la question reste de savoir dans quel but leur emploi est justifié. Il est surprenant de constater que beaucoup de scientifiques éludent cette question, préférant se lancer dans la course au dernier appareil sorti pour montrer tant leur dynamisme que leur foi dans le progrès. Il serait souhaitable souvent qu'ils s'interrogent un peu plus sur la finalité des choses. C'est un fait que la réflexion de notre institut manque singulièrement d'envergure et reste très terre à terre. Nombreuses sont les équipes qui auraient bien besoin de discuter avec des philosophes. Elles accumulent du savoir

---

plus vite qu'autrefois, mais ne dégagent que très lentement sa signification profonde pour le dominer (9). Évidemment, il y a des difficultés de langage et de culture à surmonter pour venir à bout des préjugés tenaces et des incompréhensions de part et d'autre. J'ai essayé bien souvent (mais sans grands résultats jusqu'ici) de mettre en rapport direct les chercheurs des sciences dites "humaines" avec ceux des sciences dites "exactes".

**D.P. — Au cours de ta carrière à l'INRA, t'es-tu fait des amis ou seulement des collègues de travail ?**

**D.S.** — J'ai trouvé ma femme à l'INRA qui est, sans aucun doute, ma meilleure amie. Je me considère, à tort ou à raison, comme un intellectuel plus que comme un ingénieur et mes affinités sont dirigées pour beaucoup vers les personnes de culture plus littéraire que scientifique. Ce n'est ni dans mon labo, ni dans les labos avoisinants que je me suis fait vraiment des amis. Il faut dire que les gens du même âge que j'ai rencontrés à Versailles et dont certains auraient pu devenir des amis, sont partis, pour beaucoup, très vite en province. J'ai rencontré, lorsque je suis devenu à mon tour responsable, des jeunes formidables, mais la différence d'âge était telle que mes rapports avec eux ont été d'une autre nature. J'ai quand même un certain nombre de collègues que je vois en dehors de l'INRA, de temps à autre et que j'aime bien.

En fait, c'est plutôt avec des gens appartenant à d'autres disciplines que la mienne ou avec des personnes rencontrées, au cours d'actions communes, comme celle à laquelle j'ai participé à Cuba que se sont instaurés des liens d'amitié.

L'ambiance d'un labo peut varier beaucoup d'un endroit à l'autre. Un de mes collègues de Toulouse m'a dit un jour : *"En tant que responsable d'unité, je m'interdis de mélanger le travail avec ce qui est extérieur à lui. Aussi, je vouvoie les gens et garde toujours envers eux mes distances"*. J'ai adopté un style différent : quand j'ai fait quelque chose avec plaisir pendant le week-end, j'ai plaisir à le raconter à mes collègues, au moment du café. Je préfère travailler, en effet, dans une atmosphère socio-familiale où chacun se tutoie. Un laboratoire, c'est peut-être la chose la plus difficile à diriger qui soit. Les rapports sont autres que dans une entreprise, où ils sont très hiérarchisés. Dans un laboratoire, les personnes qui s'y côtoient sont d'horizons sociaux différents et n'ont pas tous les mêmes centres d'intérêt. Pour que la coexistence se passe bien, dans une structure où les gens sont condamnés souvent à vivre longtemps ensemble, en raison de leur faible mobilité, il importe, à défaut de créer des liens véritables, que chacun puisse parler des choses qui l'intéressent, l'un de sa partie de boules, l'autre de l'état de son jardin, en essayant de s'adapter les uns aux autres et en faisant preuve d'une tolérance réciproque. C'est personnellement ce que j'ai essayé de faire. Si on ne parvient pas à s'intéresser aux gens qui vous sont géographiquement les plus proches, il me semble, en effet, assez illusoire de prétendre s'intéresser à ceux qui sont plus loin de vous !

Je n'entends pas dire pour autant que les laboratoires échappent aux contradictions de classes : je sais très bien que les intérêts de ceux qui y travaillent ne sont pas tous concordants. C'est un point du reste sur lequel j'ai toujours été en opposition avec mon syndicat qui était tenté de faire, à mon avis, des amalgames souvent trompeurs. J'ai toujours pensé, en effet, que c'étaient à chacune des catégories de défendre elle-même ses propres intérêts, sans trop compter sur le soutien des autres. Ce n'était pas une raison parce que l'institution, voulant créer un "esprit maison", adoptait un langage équivoque et paternaliste pour que les syndicats en fassent autant. Aujourd'hui, les gens à qui des responsabilités importantes ont été confiées dans les directions ou les départements scientifiques sont souvent d'anciens syndicalistes, que ce soit Jean Mamy, Claude Viau, Gérard Groclaude ou Claude Béranger. C'est en partie pour lutter contre la confusion des genres que j'ai renoncé à toute activité syndicale et politique, du jour où je suis passé DR1 et ai exercé des responsabilités à la direction de l'ORSTOM. Mais c'est peut-être aussi parce que les grandes utopies sous-jacentes ont disparu !

**D.P. — Les critères de scientificité semblent avoir évolué beaucoup à l'INRA, en quelques années. Compte tenu de ce que tu as vu, au cours de ta carrière, qu'est-ce finalement, pour toi, un bon chercheur ?**

**D.S.** — Je ne pense pas qu'il n'y ait qu'un type unique de bon scientifique. Il faut, bien sûr, que les scientifiques soient curieux, passionnés par ce qu'ils font. Mais il importe peu que les uns soient géniaux et d'autres simplement polars. Tous, s'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes, peuvent être utiles à la

---

recherche. C'est, en effet, de leur réunion et de leur collaboration que peuvent sortir des idées nouvelles et des innovations techniques. Il convient de mettre davantage l'accent sur des recherches "avec", au lieu de se cantonner sur des analyses "sur". C'est du dialogue autour de différences que peut naître l'universalité. Rechercher sa propre image dans la spécificité de l'autre, c'est déjà reconnaître que l'autre est proche de soi et rapprocher la culture universelle de la culture identitaire.

Je note que les scientifiques de haute volée, loin de s'être confinés dans leur recherche, se caractérisent tous par leur grande ouverture d'esprit. Un grand mathématicien, comme Laurent Schwartz, a été capable de sortir de sa discipline pour s'intéresser au Viêt-nam. Jacques Monod faisait tout aussi bien de la recherche que de la direction d'orchestre. C'était, de surcroît, un alpiniste et un navigateur chevronné. Ces activités diverses auxquelles ils s'adonnaient étaient nécessaires à leur équilibre physique et intellectuel. Il existe, en revanche, des scientifiques plus besogneux, mais peut-être aussi nécessaires qui, lorsqu'ils arriveront à la retraite, risquent de se trouver désœuvrés, ne sachant plus trop quoi faire. Sans me considérer pour autant comme ayant été un bon chercheur, je pense que je ne ferai pas partie de ceux-ci !

## Curriculum vitae sommaire

- 1958 : Agent contractuel scientifique à l'INRA.
  - 1966 : Chargé de recherche à l'INRA.
  - 1968 : Maître de recherches à l'INRA.
  - 1983 : Directeur de recherches à l'INRA (DR1).
- ◆ Responsabilités administratives :
- Responsable du laboratoire des virus de la pomme de terre et des cultures légumières (jusqu'en 1982).
  - Directeur de la Station de Pathologie Végétale de Versailles (1976-79).
  - Membre du Conseil Scientifique de Département (1970-1982).
  - Détaché à la Direction générale de l'ORSTOM (Septembre 1982- Décembre 1986).
  - Responsable du Laboratoire de Pathologie des Semences (mycologie) à Versailles (1986-96).
- ◆ Thèmes de recherche :
- virologie des cultures légumières et maraîchères.
  - pathologie des semences et diagnostic.

## Notes

- (1) Après avoir exercé les fonctions de directeur scientifique, il a été mis à la disposition du Ministère de l'Agriculture. Il est aujourd'hui à la retraite.
- (2) Affecté à Antibes, il est parti, lui aussi, à la retraite.
- (3) C. Martin et Etienne Perdrizet qu'il avait recrutées partiront, plus tard, à Dijon. Etienne Maïa, un de ses assistants, est parti à Antibes où il est mort prématurément.
- (4) Travaillant sur la réplication du virus, il a été le premier à trouver la réplicase, que l'équipe rivale de Joseph Bové a appelée très vite la "canulase", fort peu sympathiquement.
- (5) Même "l'Humanité", à l'époque, n'en avait parlé que de six !
- (6) A la différence de la CFDT, la CGT faisait partie du collectif inter-syndical.
- (7) Bien que ce fût l'époque, où j'eus arrêté complètement de faire de la politique.
- (8) L'Institut de Pathologie des Semences que je devais initialement créer s'est réduit à n'être qu'un petit laboratoire dans lequel j'ai pu récupérer le technicien remarquable qui travaillait avec moi quand je m'occupais de pomme-de-terre. Après de longues batailles, j'ai pu mettre la main aussi sur un ingénieur, qui vient d'être nommé à Angers. Tout le travail de laboratoire a été effectué par des thésards que j'ai pu récupérer incidemment à l'INRA ou dans le cadre de projets financés par la Communauté Européenne.
- (9) Je crois qu'on peut faire de la recherche en biologie aujourd'hui, sans avoir lu C. Bernard, Pasteur, Jacob ou Monod : *"Il manque dans l'apprentissage à la recherche les principes du regard critique du savoir sur le savoir, qui conditionnent tous les autres, que ce soit pour acquérir, produire ou transmettre des connaissances. Cette absence de distanciation par rapport à l'objet de ses études conduit le chercheur à des certitudes, pourtant toutes relatives et il oublie trop souvent l'autre aspect complémentaire de la connaissance, à savoir la pertinence"*.